

COMMUNIQUE DE PRESSE

Xavier Darcos pompier pyromane

Les dotations en moyens d'enseignement aux académies viennent d'être transmises par le ministère. La catastrophe annoncée par le budget 2009 prend désormais corps.

Dans le premier degré, toutes les académies subissent une baisse : 3000 emplois sont retirés. Cette situation sera aggravée par la suppression des 3000 emplois de stagiaires qui diminuent les moyens d'enseignement de l'équivalent de 750 postes supplémentaires.

Alors qu'une dizaine de milliers d'élèves de plus sont attendus, ces chiffres démontrent la valeur des discours ministériels sur la « prise en charge de la difficulté scolaire ».

Dans le second degré, la purge n'est connue qu'à moitié. Si 3000 emplois sont d'ores et déjà retirés aux académies, 3000 autres le seront sur les moyens de remplacement dans les semaines qui viennent. Moins 6000 postes, à mettre en regard de la perte attendue d'une dizaine de milliers d'élèves.

Au final, aucune académie ne sera épargnée, d'autant que la disparition de 1000 postes stagiaires 2nd degré écorne les moyens d'enseignement de 500 emplois supplémentaires.

Au total, à démographie constante sur l'ensemble 1^{er} et 2nd degré, la rentrée 2009 se fera avec 10 000 emplois en moins ! Les laborieux discours éducatifs du ministère apparaissent désormais pour ce qu'ils sont : une opération de camouflage.

L'éducation n'est considérée que comme un gisement d'économie d'emplois. Pourtant, la crise rendrait l'investissement éducatif encore plus nécessaire.

Le SE-UNSA lance un cri d'alarme. Alors que les écoles et les établissements sont à vif, toutes les conditions sont réunies pour qu'un degré supplémentaire soit franchi dans le conflit.

Le gouvernement est désormais devant un choix politique fondamental : s'il prenait l'option de faire de l'Ecole, et donc des enfants et des jeunes, un terrain d'affrontement central, il ouvrirait un conflit majeur avec la société.

Le SE-UNSA répète que l'urgence devrait être au dialogue social. Mais, pour espérer réduire les tensions, encore faut-il des gestes forts du gouvernement. L'ajournement de la réforme du lycée ne suffit pas : le gouvernement doit impérativement l'entendre. Pour sa part, le SE-UNSA prend toutes mesures pour offrir, dès janvier, les moyens d'action adéquats aux personnels et à l'ensemble de la communauté éducative.

Paris, le 18 décembre 2008

Luc Bérille
Secrétaire Général